



HAL
open science

Egypte : Morsi et les Frères Musulmans contestés, Yémen : Transition délicate

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Egypte : Morsi et les Frères Musulmans contestés, Yémen : Transition délicate. Images Économiques du Monde 2014, Armand Colin, 2013. halshs-01235452

HAL Id: halshs-01235452

<https://shs.hal.science/halshs-01235452>

Submitted on 3 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EGYPTE

Morsi et les Frères Musulmans contestés

Un an après l'élection de Mohamed Morsi en juin 2012, la situation politique de l'Égypte n'est pas stabilisée et les Frères Musulmans au pouvoir sont très largement contestés, comme le montre la pétition *Tamarod* (rébellion) réclamant le départ du président. Lancée en avril 2013, elle a recueilli 3 millions de signatures en deux mois. Le chef de l'État mène un incessant bras de fer avec l'armée d'une part, qui avait assuré l'intérim entre la chute de Moubarak et l'élection de Morsi, et les libéraux d'autre part, qui avaient été à l'origine du renversement de la dictature en mars 2011. Militaires et libéraux reprochent en substance à Morsi de vouloir régner seul et d'imposer un leadership islamiste, notamment depuis novembre 2012, après qu'il se soit attribué les pouvoirs de légiférer et d'annuler les décisions de justice, et qu'il ait approuvé un mois plus tard le projet de constitution préparé par une commission exclusivement islamiste. Cette constitution a été adoptée par referendum le 22 décembre 2012 auquel n'ont toutefois participé que 30% des électeurs. Ce scrutin est intervenu après plusieurs semaines de protestations de l'opposition qui s'est unifiée au sein d'un « Front de salut national » dirigé par le prix Nobel de la paix El-Baradeï, visant à empêcher l'extrême concentration des pouvoirs et la « frèrisation » des institutions. Encouragée par la grève des juges, d'une partie de la police et de la presse, l'opposition a appelé à une vaste campagne de désobéissance civile, ayant fortement touché Port-Saïd en 2013, ville déjà marquée par la mort de 80 personnes en février 2012 à la suite d'un match de football. Dans ce contexte politique explosif, on assiste à un élargissement du spectre de la lutte et de la résistance urbaine, au Caire notamment, avec la montée de mouvements anarchistes et la présence accrue de casseurs. L'annulation des élections législatives initialement prévues en avril 2013, après que plusieurs plaintes aient été déposées devant le Conseil d'Etat pour dénoncer l'anti-constitutionnalité de la loi électorale, n'a pas atténué l'intensité de la crise politique.

Impasse économique ?

Après deux années de transition chaotique, l'économie égyptienne est à genoux. Les recettes du secteur touristique ont accusé une baisse de 30% en 2011 et 2012. Le manque à gagner serait de 4 milliards de dollars, une somme que l'Égypte a demandé en 2012 sous forme de prêts au FMI, qui se montre néanmoins découragé autant que les touristes et les investisseurs étrangers (à l'exception des Qataris) par l'instabilité politique. Reporté une première fois en décembre 2012 puis une deuxième fois en avril 2013, ce prêt est pourtant nécessaire à la relance de l'économie nationale. Il prévoit la suppression du coûteux système de subvention des produits de base (pain, essence, gaz domestique), ce qui, dans un pays où 40% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, provoquerait de graves troubles sociaux. En deux ans, les réserves en devises sont passées de 36 à 13,5 milliards de dollars, soit l'équivalent de trois mois d'importations. L'impasse paraît totale pour le pouvoir en place, comme le montre le rétropédalage de Morsi en décembre 2012, qui avait annoncé une augmentation des taxes sur 70 produits de la vie courante avant de tout annuler le lendemain. En mai 2013, il a été jusqu'à lever les accusations de fraude fiscale faites à la famille Sawiris (entreprise Orascom) pourtant farouchement opposée aux Frères Musulmans, provoquant le retour en Égypte, bénéfique pour le marché, de ces milliardaires coptes.

Roman Stadnicki

YEMEN

Transition délicate

Le soulèvement populaire et pacifique des « jeunesses révolutionnaires » a entraîné le départ négocié sous l'égide du Conseil de Coopération du Golfe du Président Saleh en novembre 2011, après 33 ans passés à la tête de l'Etat. Son ancien vice-président, Al-Hadi, lui a succédé par les urnes en février 2012. Si les manifestations ont pratiquement cessé aujourd'hui à Sanaa, les défis demeurent de taille pour le gouvernement. Des portions de plus en plus importantes du territoire échappent en effet au contrôle de l'État. Dans le Nord du pays, des rebelles zaydites appelés « houthistes », qui ont été en guerre contre le gouvernement entre 2004 et 2010, sont parvenus à prendre le contrôle de la ville de Saada et de certains districts dans les régions de Hajjah et du Jawf. Dans le Sud, les affrontements réguliers entre les séparatistes et l'armée mettent à l'épreuve l'unité du pays décrétée en 1990. Dans les provinces du centre et du sud, les attaques terroristes se sont multipliées depuis la création d'AQPA en 2009 en dépit du soutien apporté par les frappes aériennes américaines. Les villes de Lawdar et Zinjibar seraient ainsi en partie contrôlées par Al-Qaïda qui a profité du repli de l'armée vers la capitale pendant la révolution de 2011. Enfin, on assiste à une fragilisation des liens historiquement forts entre les tribus et le pouvoir central, depuis les affrontements qui ont opposé l'une des plus puissantes confédérations tribales du pays à la garde républicaine à plusieurs reprises en 2011.

C'est dans ce contexte particulièrement tendu que le Président Hadi a ouvert le 18 mars 2013 un grand « dialogue national », soutenu par l'ONU et financé par des bailleurs internationaux, qui réunit des représentants des différentes forces politiques, militaires et sociales du pays. Ce dialogue doit aboutir à la rédaction d'une nouvelle Constitution ainsi qu'à la préparation des élections nationales prévues en février 2014. De sérieuses réserves ont été émises quant à la représentativité réelle de cette opération politique, autant par des chefs de tribu que par des membres du parti islamiste Al-Islah, mais aussi par Tawakkol Karman, prix Nobel de la paix 2011 et porte parole des jeunes révolutionnaires de la « Place du Changement ». Par ailleurs, l'ombre de l'ancien Président Saleh plane sur ce « dialogue ». Après avoir obtenu l'immunité pour les crimes commis sous son gouvernement, il est demeuré le président du parti qu'il a fondé, le Congrès Général Populaire, lequel a obtenu 112 sièges sur 565 à la conférence de dialogue national.

Finalement, plus encore que la mise à l'écart des acteurs de l'ancien régime et la restructuration nécessaire des forces de sécurité et de défense pour stabiliser le pays, le pouvoir transitionnel doit trouver des solutions urgentes pour redresser l'économie du pays le plus pauvre du Moyen-Orient. La pénurie de carburants et les coupures quotidiennes d'électricité s'ajoutent au tarissement alarmant des ressources hydriques et pétrolifères.

Roman Stadnicki